Numérisation CERMTRI

"LA VÉRITÉ" SAISIE POUR LA SEIZIÈME FOIS

Notre tableau d'honneur

N° 350 du 5 mars 1955
N° 367 du 5 août 1955
N° 401 du 6 avril 1956
N° 403 du 13 avril 1956
N° 405 du 20 avril 1956
N° 406 du 21 avril 1956
N° 411 du 25 mai 1956
N° 412 du 1er juin 1956
N° 418 du 13 juillet 1956
N° 421 du 19 octobre 1956
N° 428 du 26 octobre 1956
N° 442 du 25 janvier 1956
N° 443 du 26 janvier 1957
N° 445 du 8 février 1957
N° 446 du 15 février 1957
N° 451 du 22 mars 1957

Ces seize numéros ont été saisis par la police d'E. Faure, puis par celle de Guy Mollet. Ils veulent à tout prix étouffer la voix du seul journal qui dise la vérité, du seul journal qui ne se contente pas de déplorer la guerre d'Algérie, mais démontre comment on peut y mettre fin.

Nous ne nous tairons pas. Donnez-nous les moyens de continuer notre lutte. Abonnez-vous ! Souscrivez !

N° 452 — 29 Mars 1957 « PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS » HEBDOMADAIRE - 20 Fr

LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)
SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

REDACTION ADMINISTRATION
5, rue de Charonne, Paris (XIe) — Tél. : ROQ. 69-52

Etranger : 1 an : 1.200 fr.
C.C.P. Sté de Presse. Edition et Librairie 6032-01 Paris
ABONNEMENTS : 1 an : 800 fr. ; 6 mois : 400 fr. ; 3 mois : 225 fr.

Dunkerque : manifestations

LES ouvriers de Dunkerque ont montré comment ils entendaient régler leurs problèmes.

Excédés par des demandes répétées à la direction, les métallurgistes des « Ateliers et Chantiers de France » ont pris le mors aux dents, ce jeudi 22 mars 1957, en se mettant en grève et en allant, en masse, en délégation dans les bureaux directoriaux pour exiger leur dû.

Le licenciement, camouflé, de 13 d'entre eux n'a été que la goutte d'eau faisant déborder un vase déjà trop plein.

Il n'y eut pas d'hésitation.

Les travailleurs ont employé à l'égard des patrons le seul argument convaincant : la force.

Les patrons ont pris peur. Pour toute réponse aux revendications ouvrières, ils ont fait donner les CRS.

C'est dans l'ordre des choses de ce gouvernement Mollet de cette IVe République française. Au peuple algérien qui revendique sa liberté, Lacoste donne du plomb, aux travailleurs français qui réclament du pain, Gilbert Jules donne les CRS.

Et c'est avec un certain soulagement, que « Le Populaire » du samedi 23 mars titrait : « Calme complet hier à Dunkerque », alors que le même « Populaire » ne disait mot, le 22, des événements du jeudi 21 (1).

La bourgeoisie a peur de la violence ouvrière et... et les organisations traditionnelles, les appareils, les bureaucrates, ont tous conscience du danger que présentent pour eux de telles manifestations.

Car l'explosion de Dunkerque, la lutte physique contre les CRS, l'envahissement des bureaux de la direction avec les moyens du bord : lances d'incendie, madriers et le reste, lutte sur les chantiers du haut des navires en cale sèche contre les forces de l'ordre, en un mot, cette agitation ouvrière, ce refus des travailleurs de vivre comme avant, tout ceci n'éclate pas dans un ciel sans nuage. Une à une, les corporations s'ébranlent. Hier les mineurs, avant-hier les postiers, aujourd'hui Dunkerque. Les employés, après les enseignants, manifestent devant les ministères et les bureaux des grandes compagnies.

Progressivement, les travailleurs déploient leurs forces ; à la violence patronale et gouvernementale, ils opposent leurs propres formes d'action, leurs propres méthodes de combat.

Il y a quatre ans, il y a deux ans, des manifestations d'une grande ampleur avaient éclaté. Durant l'été 1953, quelque cinq millions de travailleurs de la fonction publique et du secteur privé s'étaient dressés contre Laniel. Deux ans plus tard, les métallurgistes nantais imposaient au patronat une augmentation de 40 fr. de l'heure pour tout le monde, augmentation que les patrons devaient renier ensuite.

Mais depuis...

Depuis quatre ans, depuis deux ans, aussi bien les conditions de travail (cadences, sécurité) que les conditions de salaires, loin de s'améliorer se sont détériorées. Qui plus est, les conditions politiques se sont profondément aggravées. La guerre d'Algérie pèse de tout son poids sur la vie ouvrière, les impôts sont plus lourds, la hausse du coût de la vie, en dépit du camouflage de l'indice des 213 articles (le SMIG) n'a cessé de s'accélérer. Le « socialiste » Mollet, par sa présence à la tête du gouvernement, peut bien tenter de masquer cette réalité, il ne peut en aucune façon l'effacer. Le cirque parlementaire, qu'il soit du Palais-Bourbon, du Sénat, du Conseil économique, ou de l'Union Française peut parfaitement continuer ses clowneries à droite comme à gauche, les travailleurs de Dunkerque disent : NON ! et ils montent dans les bureaux.

Les lances d'incendie, maniées par les métallurgistes des Ateliers et Chantiers de France ne menaçaient pas tant l'ordre dunkerquois que tout l'édifice croulant d'un système dont les travailleurs ne veulent plus.

Pour les bourgeois et leurs ministres, le danger est là et ils envoient les CRS.

Ils ne sont pas les seuls à mesurer l'ampleur de la menace qui pèse, aujourd'hui, sur les institutions.

Les socialistes tentent de veiller au grain aussi bien dans les ministères que les sièges des organisations syndicales.

Les socialistes, dans le mouvement ouvrier, ne sont pas les seuls à mesurer l'ampleur de la menace qui pèse, aujourd'hui, sur les «institutions».

Les dirigeants du Parti Communiste français, les staliniens, veillent aussi au grain.

Ils l'avouent eux-mêmes, avec un certain cynisme lorsque, parlant de la lutte des métallurgistes des Ateliers et Chantiers de France, ils écrivent que les travailleurs luttaient contre les CRS pour défendre « leur

DANIEL RENARD.

(Suite page 2.)

(1) Ce titre du « Populaire », du samedi 23 mars a une étrange parenté avec celui de « L'Humanité » du 25 mars dans lequel on peut lire : « Tout le monde rentre ce matin » (à Dunkerque). Quel soulagement !

Pour mettre fin aux tortures, IL FAUT METTRE FIN AU COLONIALISME

IRRESISTIBLEMENT, la vérité sur les tortures en Algérie se fait jour. Le gouvernement « à direction socialiste » n'aura plus assez de policiers s'il veut saisir tous les journaux qui — avec des précautions de forme, il est vrai, mais qui ne dissimulent pas leur opinion — élèvent une protestation chaque jour plus indignée. Les démentis de M. Lacoste sont accueillis avec un scepticisme qui ne se donne plus toujours la peine d'être poli. Le « suicide » de l'avocat Ali Boumendjel, succédant aux « suicides » de Rachid Fodil le 9 mars, et de Larbi Ben M'Hidi le 3 mars, a été évoqué à la tribune du Parlement, et c'est un député MRP qui a évoqué le souvenir du socialiste Pierre Brossolette, qui, le 22 mars 1944, se jetait du cinquième étage de l'immeuble de la rue des Saussaies où il se trouvait entre les mains de la Gestapo.

Un beaucoup plus petit nombre de journaux ont, il est vrai, mentionné le cas de Djemila ben Mohamed, arrêtée par les parachutistes dans la nuit du 6 au 7 mars, qui a été revue, hors d'état de se tenir debout, dans la nuit du 9 au 10 — et dont on est toujours sans nouvelles depuis — comme de la jeune étudiante Khene Malika, mère d'un bébé de 3 mois, arrêtée par les parachutistes le 11 mars.

Beaucoup, aussi, feignent de découvrir les tortures, alors que dès 1950 Claude Bourdet pouvait dénoncer, sans être démenti, la « Gestapo algérienne » — et que, arrêté le 1er novembre 1954, Moulay Merbah, secrétaire général du MNA, fut torturé pendant 8 jours, M. Soustelle étant gouverneur général et M. Mendès-France chef du gouvernement.

Et si M. Lacoste, interpellé au Parlement, a pu répondre que la détention pour une période illimitée des « suspects » par les « forces de l'ordre » (lisez : « les parachutistes ») était « légitime », il ne s'est pas trouvé un député pour relever que cette « légitimité » était fondée sur la loi des pouvoirs spéciaux — pas même un député du PCF, qui, après les avoir votés il y a 1 an, pour « assurer le rétablissement de la paix », se garde bien, aujourd'hui que les effets funestes de cette loi sont patents, d'en réclamer l'abrogation.

Quoiqu'il en soit, il ne suffit pas de déplorer les atrocités. Il faut y mettre fin. Et le fait est que les mesures d'exception, les tortures policières sont inhérentes à un régime rejeté par l'immense majorité des populations qui y sont soumises : le colonialisme. Le fait est qu'elles ont pris une extension sans précédent avec une guerre qui, depuis le 1er novembre 1954 n'a cessé d'étendre ses ravages. Pour mettre fin aux atrocités, c'est la paix qu'il faut rétablir, c'est le colonialisme qu'il faut abattre ; ce sont les forces de « pacification » qui doivent regagner leurs foyers.

M. René Capitant a refusé de continuer son cours, tant que l'état de choses actuel durerait en Algérie. Il a refusé d'enseigner le droit dans l'Université d'un Etat qui viole le droit. Nous disons : bravo, M. Capitant ! Qu'attendent les organisations « ouvrières », au lieu de bavarder sur la paix, pour suivre cet exemple et organiser le refus du travail tant que dure la « sale guerre » ?

G. BLOCH.

En vente à la S.P.E.L.
C.C.P. 6032-01, Paris.

P. H. Simon,
CONTRE LA TORTURE
1 vol. 330 francs.

LE DOSSIER JEAN MULLER
1 brochure, 100 francs

DES RAPPELES TEMOIGNENT...
1 brochure



SOUSCRIVEZ

Sur le caractère et la représentativité du MNA

Tout commentaire affaiblirait la portée de l'intervention de ce député réactionnaire du nom de Roclore, qui, en appelant à la repression contre les nationalistes algériens (FLN ou MNA), n'en précise pas moins le sens et le pourquoi de la répression.

Voici ce qu'il a dit :

« Le premier porte sur le fait que si le FLN paraît pratiquement — pour un temps du moins — en plein désarroi et en totale désorganisation, nous laissant espérer la possibilité d'un cessez-le-feu dans un délai assez proche, mon inquiétude est grande quant à l'action qui paraît s'intensifier considérablement de la part du MNA. Je suis persuadé, mes chers collègues, que, comme moi, vous n'avez pas été sans remarquer l'influence de la propagande MNA auprès de nous depuis quelque temps.

Certes, cette action est peu spectaculaire, ce qui ne la rend que plus dangereuse : elle s'exerce peu ou prou dans le domaine militaire quoique — ne nous y trompons pas — ses moyens soient assez importants, plus disciplinés, plus organisés et dotés d'une puissance de feu supérieure à celle des bandes disparates du FLN.

A ce point de vue, en particulier dans les régions proches de la frontière tunisienne, cette activité ne me paraît pas sans danger. Mais ce qui m'inquiète davantage encore de la part de ce mouvement, c'est son action politique.

Alors que, dans ce domaine, aucune organisation politique sérieuse, aucune unité d'action n'existent au sein du FLN, le MNA a, depuis fort longtemps, une structure solide et il me paraît que depuis quelques semaines, sous le couvert de son organisation militaire, qui ne se manifeste pas extérieurement, une véritable administration s'organise. Des cadres sont mis en place dans les moindres villages. Des communes sont formées, avec leurs administrateurs, à l'image de celles qui existaient sous le contrôle français. Un véritable quadrillage d'un nouveau genre est en voie d'être mis en place...

M. le ministre résidant ne craint-il pas qu'une telle situation ne nous conduise rapidement, en faisant tache d'huile, vers la proclamation, dans un territoire politiquement contrôlé et organisé, d'une république algérienne indépendante dont les dirigeants sont d'ores et déjà désignés et qui, après une immédiate reconnaissance des pays arabes, demandera aux instances internationales cette même consécration ?

Tous les renseignements qui me sont parvenus sur ce point — tout au moins pour certaines régions — sont concordants et inquiétants.

Mais vous me permettrez de vous citer quelques lignes que je viens de recevoir d'un maire d'une commune importante du Constantinois. Entre autres choses, il m'écrit ceci :

« Les chefs rebelles, sensibles à tous ces éléments — ceux qu'il a cités précédemment — se hâtent, eux, de mettre en place un dispositif politique et administratif qui devrait faire échec à toutes nos tentatives. Autrement dit, ils essaient de nous prendre de vitesse dans nos intentions, toujours remises, de mettre les nôtres en place.

« Dans l'Est constantinois, on assiste actuellement, chez les rebelles, à un changement de méthode qui doit nous inquiéter...

« Ils signalent ainsi leur présence et entretiennent leur prestige aux yeux des populations musulmanes, mais ils fuient le combat avec nos unités et se diluent dans la nature, au point que nos chefs militaires ont conclu de façon un peu optimiste que la situation de l'Est constantinois était bonne. Or, cette dilution de ces effectifs rebelles importants relève d'une tactique de travail politico-militaire très efficace. De petites unités, d'une valeur en effectifs inférieure à la section, s'installent dans les douars pour y organiser la mise en place d'un dispo-

(Suite page 2.)

HONGRIE : LES POLICIERS ET LES REVOLUTIONNAIRES

DANS LA VERITE du 8 février 1957 nous écrivions, commentant un article paru dans Nepszabadzag *du 2 février : « A quand la mise en accusation de Rakosi et Geroe pour avoir « manqué de vigilance » en laissant en vie d'authentiques militants communistes, en ne réussissant pas, malgré la terreur, à museler toute la jeunesse étudiante et ouvrière ? »... C'est chose faite aujourd'hui. Répondant au stalinien Revai, l'organe du « parti » de Kadar s'est moqué de la « fermeté de papier-carton » de Rakosi, qu'il accuse maintenant d'avoir « fait le lit d'Imre Nagy ». La « clique » Rakosi-Geroe est devenue un « groupe », ses crimes, « la terreur, la démagogie, le mensonge » que dénonçait Kadar en octobre, ne sont plus que des « erreurs »... Face à la révolution, en novembre, Kadar avait cherché à s'affirmer aussi révolutionnaire, aussi démocrate que celui qu'il appelait, pour mieux faciliter son arrestation, le « camarade » Nagy. Aujourd'hui, face à la concurrence que risquent de lui faire, aux yeux des maîtres du Kremlin, les hommes de la vieille garde stalinienne de Rakosi, il s'affirme plus ferme et plus contre-révolutionnaire encore.*

Sans doute la concurrence n'ira-t-elle plus très loin : les uns comme les autres, kadaristes comme rakosistes, n'ont-ils pas, au moment voulu, servilement obéi aux ordres de Moscou ? N'ont-ils pas également « manqué de vigilance », Rakosi qui laissa Nagy arriver au pouvoir, Geroe qui l'y appela, tous deux qui laissèrent parler les orateurs de Petoefi, et Kadar qui salua les « Combattants de la Liberté » et demanda aux travailleurs de rompre à tout jamais avec le stalinisme ? La presse bourgeoise peut faire de cette lutte d'influence des manchettes sensationnelles : les travailleurs hongrois ne s'y trompent pas. Que l'étiquette des hommes du gouvernement soit rakosiste ou kadariste, ils savent que le régime est le même : la dictature de la bureaucratie, la domination brutale de l'appareil.

LES PROCES :

Il est pourtant significatif que la presse bourgeoise ait préféré, ces derniers temps, mettre l'accent sur cette sorte de conflits à l'intérieur de l'appareil, que sur les procès des révolutionnaires qui se déroulent actuellement à Budapest et qui traduisent, malgré toutes les précautions dont se sont entourés leurs metteurs en scène, une indomptable volonté révolutionnaire. C'est que les accusés, ouvriers et intellectuels, ne sont pas de passives victimes, avouant leurs « crimes » et leurs « trahisons ». Face à leurs juges aux ordres du gouvernement, les accusés du procès de Budapest se conduisent en révolutionnaires, les mettant en accusation eux et leurs patrons. Et c'est un bien fâcheux exemple pour tous ceux qu'on accuse ailleurs, devant d'autres juges, mais du même crime, celui d'avoir voulu libérer les travailleurs du joug qui les opprime. Pour la presse bourgeoise, aujourd'hui, il n'est de bons Hongrois que morts... Les autres sont dangereux.

C'est l'ouvrier Gonczi qui dénonce les tortures qu'il a subies. C'est un de ses camarades, ajusteur, qui défend le droit des travailleurs de faire grève, et justifie la grève contre Kadar par la politique anti-ouvrière de son gouvernement. C'est Obersovszky, puis Gali qui dénoncent les déportations de milliers de jeunes Hongrois par les troupes et la police russes. C'est Joszef Gali, ancien déporté à Auschwitz, qui a comparé les déportations de 1956 par les Russes à celles de 1944 par les Allemands et se contente de sourire quand on lui demande comment il « a pu écrire cela ». C'est lui aussi, ce très grand malade, qui répond fièrement à la présidente qui s'étonne de son activité le premier jour de l'insurrection, où il a couru la ville pour être partout : « Il y a toujours dans la vie un jour où l'on peut tout ». Et c'est là aussi un des plus précieux enseignements de la Révolution Hongroise : il y a toujours dans la vie un jour où l'on peut tout, il y a toujours devant les bourreaux des hommes qui parlent sans peur et qui accusent.

François MANUEL.

La renaissance de la pensée communiste

Le « testament » de Wolfgang Harich

WOLFGANG HARICH vient d'être condamné à dix ans de travaux forcés. Rien n'a transpiré de son procès qui s'est déroulé à huis clos, en la seule présence d'un auditoire sélectionné de bureaucrates et de policiers. Le jeune philosophe communiste, qui avait établi des contacts avec les révolutionnaires polonais et hongrois pour la lutte internationale contre la bureaucratie, est resté ferme entre les mains des policiers d'Ulbricht, qui ne lui ont arraché ni regrets, ni aveux. Cette condamnation dans le silence est déjà en elle-même une défaite des staliniens. Mais, le procès terminé, la presse mondiale a pu publier un texte de Harich, écrit à la veille de son arrestation, moins « testament » que résumé hâtif, faisant le point des positions adoptées par son groupe dans le long travail de clarification qui l'a conduit de l'obédience stalinienne orthodoxe à la reconstruction d'une pensée communiste. Tel quel, il mérite examen.

LE CADRE DE LA PENSEE DE HARICH

Fonctionnaires du Parti Socialiste Unifié d'Allemagne Orientale, intellectuels choyés par le régime, les camarades du groupe Harich ont évolué de la même manière que les camarades hongrois et polonais, les Woroszylski, Hay ou Tardos, militants du parti et longtemps staliniens convaincus. Quoique le document n'entre pas dans le détail de l'histoire de leur évolution idéologique, il est clair que la « déstalinisation », le XXe congrès en particulier, ont entretenu et alimenté leur mouvement vers une pensée indépendante, tout en créant dans leur esprit de nouvelles et dangereuses illusions. C'est ainsi que, pour atteindre les dirigeants du SED, les camarades du groupe Harich remirent leur plateforme oppositionnelle à l'ambassadeur de l'URSS lui-même, dans l'espoir sans doute que la bureacratie « déstalinisatrice » en URSS imposerait la discussion au stalinien Ulbricht ! Il est clair aussi que, par réaction contre la propagande systématiquement sectaire des PC, les camarades du groupe Harich ont, dans une certaine mesure, idéalisé la social-démocratie, et, notamment, la direction social-démocrate d'Allemagne Occidentale. Les perspectives qu'ils ouvrent pour la réunification de l'Allemagne, et qui se veulent « réalistes » par opposition aux affirmations dogmatiques et sectaires des agents staliniens allemands, n'en reflètent pas moins une profonde méconnaissance des conditions politiques de la lutte ouvrière dans les pays occidentaux, qui conduit Harich à affirmer que le passage au socialisme dans l'Europe Occidentale se fera par des moyens pacifiques... Mais, n'en déplaise à nos sociaux-démocrates, ce n'est qu'indirectement, sous l'angle de leurs propres préoccupations, et par conséquent de façon superficielle que ces camarades ont abordé les problèmes des pays capitalistes. Le centre de leur pensée a été l'analyse des conditions crées en URSS et dans les démocraties populaires par la domination de la bureaucratie et l'emprise de l'appareil. C'est dans cette analyse qu'ils ont vraiment pensé en communistes.

LA DEGENERESCENCE DE L'U.R.S.S.

Comme pour les camarades polonais et hongrois, la recherche d'une « voie nationale pour le socialisme » a amené les camarades allemands, désireux de trouver une voie pour le socialisme qui ne soit pas celle de la bureaucratie russe, à tenter d'analyser les raisons qui font actuellement de l'URSS un obstacle au progrès et au développement du socialisme. Ils y arrivent, par tâtonnements, souvent par approximation, et leur pensée s'affirme de plus en plus vigoureuse à mesure qu'elle s'applique à des événements plus récents, à des expériences vécues. C'est ainsi que Harich croit pouvoir affirmer que Trotsky eut tort contre Staline, en s'opposant à l'industrialisation pourtant nécessaire en Union Soviétique. Bien en-

PIERRE BRABANT.

(Suite page 2.)

Angleterre LES OUVRIERS SONT LES PLUS FORTS

L'ANGLETERRE sera-t-elle bouleversée par une vague de luttes sociales ? Connaîtra-t-on en plus grand encore une répétition de la grève générale de 1926 ? Ces questions, toute la presse européenne se les est posées à l'annonce du mouvement de grève des ouvriers des chantiers navals, débrayant pour obtenir une augmentation de 10 %, manifestant ainsi son inquiétude devant le déclenchement de grandes luttes sociales dans le pays le plus prolétarisé du Vieux Continent. La décision des Syndicats de la métallurgie d'appeler leurs adhérents à débrayer également pour la même revendication, puis la menace de grève des cheminots aggrava encore cette inquiétude : on pouvait croire les dirigeants syndicaux prêts à tout. Puis les nouvelles se firent plus rassurantes, là où il n'avait pas encore éclaté, chez les cheminots, le conflit allait être écarté, les Syndicats du Rail acceptant une augmentation de 5 %. Ailleurs, il serait résorbé. Mais aux dernières nouvelles, aucun accord n'a été atteint dans la métallurgie pour l'instant, et dans les chantiers navals, en dépit des déclarations rassurantes du ministre du Travail, Mac Leod, les pourparlers ont été rompus, les délégués syndicaux refusant de céder à moins d'obtenir une augmentation de 7,5 %. Ainsi la grève de la métallurgie se poursuit selon le système décidé par les syndicats, englobant progressivement toutes les grandes usines pour culminer le 6 avril par un débrayage général, et les travailleurs des chantiers navals en sont à leur douzième jour de lutte.

En réalité, il n'y a pas eu de « complot » des syndicats, pas de plan génial de subversion. S'il y a eu un plan de syndicats, c'est plus simplement un plan pour contrôler le mouvement, le canaliser, le maintenir dans des limites « raisonnables », et il était clair dès le début qu'ils feraient tout pour aboutir à un compromis. Les origines du mouvement elles aussi sont claires : le fragile équilibre du capitalisme anglais est sans cesse menacé de se rompre, les prix montent, l'industrie automobile connaît de graves difficultés, enfin la stupide expédition de Suez et ses catastrophiques résultats achèvent d'assombrir le tableau. Faire subir à la classe ouvrière les conséquences de cette situation en bloquant les salaires, en rognant sur les avantages sociaux était la solution rêvée pour la bourgeoisie. Encore eut-il fallu qu'elle ait la puissance de l'imposer. Elle ne l'avait pas. La force de la classe ouvrière britannique qui s'est manifestée ces dernières années par l'extraordinaire lutte des dockers en 1955, par les grèves de Coventry contre les licenciements provoqués par l'automation en 1956 était telle qu'il était clair que les ouvriers anglais n'accepteraient pas de voir réduire leur niveau de vie.

La lutte était donc inévitable. Il n'était pas question pour les syndicats d'ignorer la combativité des ouvriers, leur volonté d'agir. Les dirigeants syndicaux s'ils ne voulaient pas se heurter de front aux ouvriers devaient organiser la lutte, s'opposer aux provocations du patronat. Ce n'est qu'en prenant une telle attitude que les directions syndicales pouvaient maintenir leur contrôle. De son côté, le gouvernement sait qu'il ne peut affronter l'assaut de la classe ouvrière sans céder du terrain, mais sa marge de manœuvre est étroite : il doit compter avec toute une fraction de la bourgeoisie qui espère infliger une défaite aux ouvriers et une victoire de la classe ouvrière serait naturellement interprétée comme sa défaite.

LES « PREROGATIVES SYNDICALES »

La grève des chantiers navals illustre particulièrement bien le caractère et l'importance de ce conflit. Les ouvriers des chantiers maritimes comptent parmi les plus combattifs et les mieux organisés de Grande-Bretagne. Leur lutte avec le patronat a été incessante. Ils sont parvenus à arracher toute une série de droits que l'on désigne du terme vague de « prérogatives syndicales » qui signifient en fait qu'ils contestent la direction du travail aux employeurs et aux contremaitres. Sans cesse éclatent des grèves à l'occasion de questions d'organisation du travail. Ces questions sont pratiquement réglées sans l'intervention des permanents syndicaux, sur le lieu du travail par les délégués ouvriers (shop stewards) véritables représentants démocratiquement élus et revocables à tout instant qui n'ont rien à voir avec les bureaucrates syndicaux.

Cet aspect que la presse d'information a systématiquement minimisé est pourtant d'une extrême importance. Le patronat le comprend parfaitement bien. Ainsi, au premier jour de la grève, « L'Economist » généralement considéré comme l'un des organes les plus sérieux de la grande bourgeoisie britannique, conseillait purement et simplement aux patrons des chantiers d'accorder les 10 % d'augmentation en échange d'un abandon « des prérogatives syndicales ». Tant que l'on connaîtra la situation actuelle, avouait cet honorable journal, on ne pourra augmenter la productivité. Ou, pour traduire, on ne pourra intensifier l'exploitation, car sur leur lieu de travail les ouvriers s'organisent comme bon leur semble.

Dès que des pourparlers furent entamés, on sait que des propositions sur ce point furent mises en avant par le gouvernement et le patronat. Profitant de la détente provoquée par la satisfaction partielle donnée aux cheminots et par le renoncement des Syndicats du Rail à la grève, on s'orienta vers un réglement d'ensemble comprenant l'abandon des prérogatives syndicales. Pour compréhen-

F. FORGUE.

(Suite page 2.)

Numérisation CERMTRI

LETTRE OUVERTE
aux ouvriers d'Hispano-Suiza

Chers camarades,

C'EST par un article du journal « L'Humanité », paru le 25 mars 1957 que nous avons appris l'action que vous avez entreprise chez Hispano-Suiza pour vos revendications de salaire.

La source d'informations étant ce qu'elle est — il y a de tout dans ce journal, des demi-vérités et des demi-mensonges, selon les saisons — nous n'aurions pas éprouvé le besoin d'écrire cette lettre si dans l'article relatant votre expérience, il n'était largement fait mention de la création et de l'existence d'un comité de lutte.

De plus, l'auteur de l'article fait dire au secrétaire de ce comité : « Comme cela, c'est du solide, nous sommes l'émanation directe des gars ».

C'est tout à fait ça.

Ayant été parmi les premiers à préconiser cette forme d'organisation des travailleurs, les comités de lutte, nous l'avions fait précisément parce que nous pensions et pensons encore que, SEULS, ces comités pouvaient exprimer les intérêts des travailleurs.

En d'autres termes, nous considérions l'organisation syndicale comme insuffisamment représentative, mais surtout comme une forme d'organisation absolument pas démocratique des ouvriers. Aux appareils syndicaux, sclérosés, bureaucratisés, enchaînés à l'appareil d'Etat, il faut substituer une forme d'organisation ouvrière nouvelle pour préparer l'action : c'est le comité de lutte.

Ce n'est pas l'article de « L'Humanité », outrageusement flatteur à votre égard, qui modifiera notre point de vue. Cet article a un but précis : vous embobiner pour torpiller votre expérience.

Car la lutte dans la métallurgie, et plus particulièrement la métallurgie parisienne, est une lutte difficile. Les métallos ont, pendant des années, supporté quasiment seuls le poids de la lutte absurde que leur ont fait mener les directions syndicales. La métallurgie est un des secteurs de production où le pourcentage de syndiqués est le plus faible ; enfin et surtout, les métallurgistes ont à faire à un patronat qui a beaucoup appris ces dernières années et qui connaît la musique.

Mais le fait majeur demeure : les métallurgistes veulent se battre. Chaque jour en est le témoin, vous en êtes la preuve.

En 1944, en 1945, en 1946, en 1947, les organisations syndicales avaient la force de vous dire : « Produisez, retroussez les manches ». Abusant de la confiance que vous leur accordiez, elles en profitaient pour carrément vous faire suer le burnous, pour le compte du patronat.

Aujourd'hui, il n'en est plus de même. Grâce à l'expérience que vous avez acquise, vous travailleurs de chez Hispano, comme partout ailleurs, vous ne voulez plus faire confiance aux organisations syndicales.

Il s'agit dès lors, pour les bureaucrates syndicaux, d'utiliser votre volonté de combat à des fins qui vous sont complètement étrangères.

D'où l'article de « L'Humanité » car ce journal, malgré lui, vend la mèche en relatant tout ce qui se passe dans l'entreprise.

En effet, un seul comité de lutte existe, dans l'entreprise, à l'atelier 73. Mais dans tous les autres ateliers, la lutte se mène. Cette lutte est très diverse, elle intéresse différentes catégories de travailleurs et aucune des revendications déposées dans les ateliers n'est la même partout.

Une première constatation s'impose : les ouvriers de l'atelier 73 doivent aider les camarades des autres ateliers à former leur propre comité de lutte.

Mais, si la bagarre se mène partout, dans toute l'usine, sur des revendications particulières, il y a un intérêt majeur à ce que vous, ceux du 73, preniez l'initiative d'unifier la lutte dans toute l'entreprise, en unifiant à la fois vos mots d'ordre revendicatifs et en poussant à la création d'un comité de lutte de toute l'entreprise Hispano.

« L'Humanité », toujours, nous apprend que ceux du 49, suivis par ceux du 117, du 19 et du 73 mettent en avant une augmentation de 50 fr. de l'heure et que 50 fraiseurs de l'atelier 8 réclament 40 fr. Dans les quatre premiers ateliers, deux fois par jour, les ouvriers débrayent 15 minutes pour arracher leurs revendications. Ici les objectifs sont disproportionnés aux moyens mis en avant. Le comité de lutte, parce qu'il exprime les intérêts des travailleurs, ne peut être l'instrument du fractionnement des luttes. Il doit, au contraire, concourir à son élargissement.

Vous vous battez. Mais vous vous battez pour vaincre. Voyez l'exemple des métallurgistes de Dunkerque.

La formation des comités de lutte dans tous les ateliers de l'entreprise est un commencement pour rallier, en dehors des organisations syndicales impuissantes, l'ensemble des travailleurs. Ceci fait, et fait réellement il faut passer à une autre forme de lutte, plus efficace, plus menaçante pour le patron, car il faut vaincre et c'est possible.



L'assemblée générale de tous les comités de lutte s'impose, comme s'est imposée la formation de votre comité de lutte à l'atelier 73.

Mais Hispano n'est pas la seule entreprise où se posent des problèmes revendicatifs. Partout dans la métallurgie parisienne, les mêmes problèmes revendicatifs, à peu de chose près, existent.

C'est là-dessus qu'il faut faire fond. C'est en cela que le comité de lutte du 73 remplira son rôle, répondra aux aspirations des ouvriers qui le composent, en élargissant son champ d'action, en popularisant son exemple, en unifiant sa lutte, en exprimant la volonté de tous les métallurgistes.

Recevez, chers camarades, notre fraternel salut

FRANÇOIS TARRANT.

LE PEUPLE SOVIETIQUE FACE AU REGIME BUREAUCRATIQUE

DEPUIS la mort de Staline chaque jour qui passe voit le peuple soviétique se dresser de plus en plus ouvertement contre l'oligarchie dirigeante. Les révolutions polonaise et hongroise ont encore renforcé l'opposition qui se fait jour. Si bien qu'aujourd'hui c'est la société soviétique toute entière qui fait face à la bureaucratie du Kremlin.

Déjà en avril 1956 la revue « Kommounist » signale qu'« dans certaines organisations du parti, des interventions politiquement erronées et même hostiles au parti se sont produites. Sous le prétexte de critiquer le culte de la personnalité, certains éléments pourris tentent de mettre en cause la justesse de la politique du parti ».

Bien sûr, ces cas sont rares, s'empresse d'ajouter l'auteur, mais « de semblables manifestations, même isolées, sont inadmissibles de la part de membres du parti ». Car les statuts laissent bien « la liberté, à chaque communiste, de juger tous les problèmes politiques », mais « utiliser cette liberté pour propager des vues étrangères au marxisme-léninisme, pour calomnier la politique du parti, c'est violer les normes léninistes de la vie du parti inscrites dans les statuts du PCUS ».

Jusqu'à maintenant la bureaucratie a usé et abusé de la « critique de la base » et de l'« auto-critique ». En sacrifiant périodiquement quelques cadres condamnés au rôle de boucs-émissaires, elle a pu éviter les écueils. Mais aujourd'hui il s'agit de tout autre chose que de critique orchestrée par le sommet. Quelque chose de bien plus grave pour elle a pris naissance : la condamnation publique de tout son appareil d'oppression. Que la critique isolée se généralise à la condamnation de tout le système bureaucratique, voilà ce que le Kremlin ne peut absolument pas admettre. Aussi le numéro 17 de la même revue (novembre 1956), écrit-il :

« Mais quand la critique des insuffisances se transforme en condamnation en bloc de notre appareil en général, alors il faut examiner clairement cette critique et voir à qui elle est profitable ».

Impossible de contre-attaquer sur le plan idéologique contre les accusations « démagogiques ». Quel citoyen soviétique peut ignorer les scandaleuses injustices et les énormes inégalités sociales dénoncées par les accusateurs ? Une seule issue s'offre à la bureaucratie : s'en prendre au... capitalisme :

« Ce n'est un secret pour personne que, dans les conditions d'une lutte idéologique aiguë entre les forces de la réaction et celles du progrès, entre le camp capitaliste et le camp socialiste, la réaction impérialiste, se camouflant sous un accoutrement socialiste dans sa propagande haineuse contre l'URSS, tente de discréditer notre appareil gouvernemental, de présenter son activité sous un faux jour. Et il n'est pas étonnant que certaines personnes, insuffisamment mûres politiquement, se représentent mal le rôle de l'appareil gouvernemental sous le régime socialiste, se laissent prendre par la propagande calomnieuse de la bourgeoisie, commencent à parler de notre appareil avec des voix étrangères ».

Voilà donc le « perfide » impérialiste faisant de la propagande antisoviétique en se « camouflant sous un accoutrement socialiste ». Mais alors, si la chose est effectivement possible, n'est-ce pas justement parce que certains traits odieux des capitalistes se retrouvent chez les bureaucrates du Kremlin : privilèges et honneur pour eux, oppression et mensonges pour les masses qu'ils méprisent. Au point que « certaines personnes insuffisamment mûres politiquement... se laissent prendre par la propagande calomnieuse ».

L'HOSTILITE DES OUVRIERS

La Révolution hongroise surprend la bureaucratie soviétique à un moment où elle procède avec difficulté à la révision générale des normes de travail et à une refonte du système de rémunération.

La résistance des travailleurs hongrois donne alors un aliment nouveau à l'hostilité des ouvriers envers l'aristocratie soviétique. L'aveu de l'agitation régnant dans les usines se décèle dans la précipitation avec laquelle l'appareil organise des assemblées ouvrières dans tout le pays pour mieux canaliser le mécontentement.

La bureaucratie aurait bien voulu, évidemment, limiter l'intérêt des travailleurs aux seules questions professionnelles, mais les ouvriers se tournent désormais vers d'autres problèmes : « étudiant le sens des assemblées ouvrières, nous sommes arrivés à la conclusion qu'il n'est pas possible de limiter les réunions à la seule discussion des problèmes de production. Il est indispensable d'y faire des rapports politiques », dit « La Pravda » du 6 janvier 1957.

Si les ouvriers soviétiques sont très attentifs à la crise des démocraties populaires, ils ne se préoccupent pas moins de l'état d'esprit de leurs camarades dans les autres entreprises. Le même numéro de « La Pravda » révèle « l'intérêt porté par les travailleurs aux événements récents se déroulant dans notre pays et à l'étranger ».

De l'usine, la libre discussion gagne aussi la rue. « Il y a chez nous des gens qui parlent de liberté en général » soupire la revue « Kommounist » de janvier 1957, qui se plaint d'entendre de plus en plus souvent des « propos démagogiques ».

L'AGITATION PARMI LES INTELLECTUELS ET LES ETUDIANTS

Au cours du deuxième semestre de l'année 1956 parut le roman de Doudintsev : « L'homme ne vit pas seulement de pain ». Il décrit les tribulations et le drame d'un jeune ingénieur Dmitri Lopatkine, qui voudrait construire une machine permettant de réaliser un grand progrès dans la fabrication de canalisations, mais qui se heurte à tout le système bureaucratique, au mauvais vouloir des dirigeants bien en place soucieux uniquement de leurs intérêts.

Ce n'était pas la première fois qu'un roman semblable voyait le jour, surtout après la mort de Staline. Déjà en 1954 Zorine mit en scène, dans une pièce intitulée « Les Invités », le conflit entre un vieux bolchevik « idéaliste » et son fils, bureaucrate arriviste et sans scrupule. Mais jamais, jusqu'à présent, le public n'osa manifester ouvertement son enthousiasme pour ces œuvres critiques, comme le firent les intellectuels et les étudiants pour le roman de Doudintsev.

Devant ce danger les dirigeants entreprirent de mobiliser la presse pour tomber à boulets rouges sur le jeune auteur. La « Literatournaïa Gazeta », les « Isvestia », la Revue « Oktiabr », se déchaînèrent contre lui. Mais, malgré ces mises en demeure, les étudiants continuèrent à soutenir ouvertement Doudintsev, comme à cette réunion du 4 novembre à Moscou, où fusèrent les interventions en faveur du nouveau roman, malgré l'intervention des professeurs dépêchés pour ramener le calme, et qui furent conspués et sifflés.

C'est ce soutien authentiquement populaire qui permit pour la première fois, à un auteur de résister aux invectives de l'appareil. Au Plenum des écrivains de Moscou qui vient de se tenir tout récemment Doudintsev, appuyé par l'« agitation malsaine » d'une partie du public « non littéraire », selon la « Literatournaïa Gazeta », se défendit d'avoir noirci le tableau du régime bureaucratique qu'il a donné dans son roman et revendiqua hautement la liberté de création artistique. Or, dit-il, « je sens continuellement sur moi une bride semblable à celle qu'on utilise pour conduire les enfants ».

Depuis, les rappels à l'ordre des universitaires n'ont pas cessé dans la presse soviétique. Le recteur de l'Université de Sverdlovsk est révoqué à la fin de décembre 1956 pour s'être laissé surprendre par « les déclarations démagogiques faites par les étudiants au cours de réunions universitaires et de réunions des Jeunesses Communistes », selon le journal « Sovietskaïa Russia ».

De son côté, la « Komsomolskaïa Pravda » signale qu'à l'Université de Kharkov « l'activité politique accrue des étudiants a pris au dépourvu les dirigeants de l'Université et les activistes du Parti et du Komsomol, d'autant plus que les démagogues se dissimulent derrière des phrases pseudo-révolutionnaires ».

La même « Komsomolskaïa Pravda » s'en prend aux pédagogues qui ne répondent pas aux questions « tendancieuses » posées par des étudiants. Comme ce professeur qui se fait tancer pour ne pas avoir réfuté les arguments d'une étudiante entrée en discussion sur le point de savoir si le socialisme est d'ores et déjà établi en URSS.

LES COUPS DE BOUTOIR DE L'OPINION PUBLIQUE

Ainsi des couches de plus en plus larges de la société soviétique expriment-elles toujours plus ouvertement leur hostilité au régime bureaucratique. Leurs opinions pèsent de plus en plus sur les décisions des dirigeants, qui sont contraints sans cesse de céder devant ces exigences nouvelles pour sauvegarder l'essentiel de ses privilèges.

Exigences des masses vers plus de bien-être, contraignant la bureaucratie à édicter un ensemble de mesures sociales et à réaménager même les prévisions du VIe plan quinquennal en cours.

Exigences des milieux intellectuels amenant les dirigeants à modifier sans arrêt le contenu du dogme du réalisme socialiste derrière lequel ils s'évertuent à camoufler la réalité soviétique.

Ces concessions faites, la population s'enhardit en exprimant de nouvelles prétentions. Chaque jour le rapport de force entre la bureaucratie et les masses change en faveur de ces dernières. Et ainsi la lutte se poursuivra-t-elle sans répit jusqu'au renversement révolutionnaire de la bureaucratie, jusqu'au triomphe de la démocratie socialiste.

E. BOIVIN.

UNE LETTRE

Cher camarade Renard,

Je souhaite ardemment que LA VERITE, toujours à l'avant-garde des justes causes, défende celle du jeune Claude Marty, incarcéré et tenu au secret pour avoir refusé de servir sous les ordres d'un général nazi, encore que je tienne pour inutile ce genre de protestation.

Car, si j'avais l'honneur d'être appelé, comme ils disent, « sous les drapeaux », il me serait totalement indifférent d'obéir à Monsieur Hans Speidel ou à (par exemple) Monsieur Massu...

Lorsqu'on travaille par force dans la boucherie, qu'est-ce que ça peut bien foutre, le nom de l'équarisseur ?

A toi, tout antimilitairement

PIERRE DE MASSOT.

" ARGUMENTS "

SOMMAIRE N° 2

Actualité du problème de l'idéologie (J. Gabel). Marxisme, idéologie ou philosophie (J. Duvignaud). Revisons le révisionnisme (E. Morin). Un bilan désabusé (L. Goldmann). Le péril « jaune » (E.M.). Les meneurs de jeu (C. Audry). L'automation et ses idéologies (F. Momigliano). Socialisme et moyennes entreprises (J. Dofny). Encore Bilberto Freyre (J. D.).

REDACTION : C. Audry, R. Barthes, J. Duvignaud, E. Morin.

ABONNEMENTS : 500 frs l'an (6 numéros), étranger 650 frs. C.C.P. Editions de Minuit 180-43 7, rue Bernard-Palissy, Paris, 6e. (Il est recommandé de s'abonner, la diffusion en librairie étant très réduite).

DUNKERQUE

(Suite de la page 1.)

outil de travail » et « imposer l'ordre aux policiers et aux CRS ». Sur ce, le bureau de la Fédération des Métaux CGT intervient auprès du ministre du Travail pour élever une protestation — énergique, bien entendu; exprime sa solidarité à l'égard des travailleurs des A.C.F. — on ne pouvait guère faire moins — et appelle tous les syndicats à élever, eux aussi, des protestations (non moins énergiques, bien entendu).

Les socialistes font la guerre en Algérie, parlent de nouveaux impôts et de programme d'austérité, les staliniens élèvent « d'énergiques » protestations, interviennent dans les ministères. C'est la division du travail.

Toute l'habileté des dirigeants ouvriers consiste précisément en ceci : faire en sorte, tout faire, pour que ne s'opère pas la jonction de toutes les forces ouvrières, de toute cette combattivité qui se manifeste tous les jours, en un puissant mouvement qui balaierait tout sur son passage.

De ce point de vue, durant ces deux derniers mois, le calendrier des luttes et la chronologie des grèves sont tout un programme.

Si, en sociologie, on a pu parler du « travail en miettes », en politique on peut dire que les dirigeants ouvriers tentent de réduire « en miettes » la volonté de lutte des travailleurs.

Cependant, ce sont les métallurgistes des Ateliers et Chantiers de France qui nous donnent encore la réponse. **En effet, « L'Humanité » nous informe que « depuis plusieurs semaines déjà les travailleurs des A.C.F. sont en lutte contre leur direction ». En d'autres termes, depuis plusieurs semaines les bureaucrates syndicaux tentent d'émietter la lutte aux A.C.F., comme ils le font à St-Etienne, comme ils l'ont fait avec les postiers, comme avec les mineurs ou les cheminots, comme avec les millions de travailleurs qui veulent se battre et en finir. Les gars des A.C.F. répondent en se mettant en grève, tous ensemble, en allant en masse dans les bureaux de la direction, en répondant vigoureusement aux menaces des CRS.**

L'exemple des métallurgistes des A.C.F. n'est pas perdu. Certes, sous les injonctions des responsables syndicaux, ils ont repris le travail le lundi 25 mars, dans de mauvaises conditions.

Mais la voie est ouverte.

L'exemple est là.

Que les travailleurs s'organisent eux-mêmes.

Qu'ils prennent en mains leurs combats.

Qu'à la dictature du capital, ils répondent par leur force agissante.

L'instrument de la victoire, aujourd'hui, c'est le comité de lutte qui rassemble les meilleurs combattants ouvriers, les plus décidés, et qui répond aux aspirations des travailleurs.

Rentrés à l'usine, les gars de l'A.C.F. doivent à nouveau s'organiser, entrer en contact avec les dockers du port, élargir plus loin à toutes les couches de travailleurs du Nord à préparer, dès maintenant, la lutte qui leur assurera la victoire sur les magnats du Nord et d'ailleurs.

SUR LE M.N.A.

(Suite de la page 1.)

sitif administratif copié sur celui que nous sommes en train de détruire en créant des communes rurales de plein exercice.

« Les rebelles rassemblent les hommes dans les mechtas et pratiquant un style soi-disant démocratique de consultations, ils imposent aux habitants, qui s'empressent d'approuver, le choix de leurs dirigeants soi-disant élus.

« Cette parodie du suffrage librement consenti, dont leurs tracts de propagande font largement état, tend à désigner, dans chaque collectivité rurale, les éléments administratifs correspondant à l'administrateur, aux caïds adjoints, aux secrétaires municipaux, aux commissions municipales dites djemaas avec leurs présidents, c'est-à-dire leurs maires, les receveurs municipaux, etc., réplique exacte de la structure traditionnelle des communes mixtes que nous avons dissoutes. »

ANGLETERRE

(Suite de la page 1.)

sifs qu'ils fussent, les dirigeants syndicaux devaient compter avec les travailleurs. Aussi ne dirent-ils rien de précis, se contentant d'accepter de participer à une conférence sur ce sujet une fois les questions de salaire réglées. Il est certain que les dirigeants verraient sans déplaisir les ouvriers privés de ce qui constitue un moyen de lutte autonome et qu'ils n'ont pour leur part pas grand chose à reprocher à l'organisation capitaliste du travail. Ils veulent bien « tout comme les patrons mettre l'accent sur la productivité », comme leur conseille « L'Observer », du 24 mars. Mais les ouvriers, eux, ne sont prêts à rien céder de leurs droits et quel que soit l'accord signé en leur nom, ils défendraient leurs prérogatives conquises de haute lutte. Aussi le projet du patronat, de reprendre d'une main, par une « rationalisation » du travail ce qu'ils auraient donné de l'autre, est utopique, car comme le souligne avec tristesse le grand quotidien libéral « Manchester Guardian », du 25 mars : « les accords par lesquels les patrons octroyent de meilleurs salaires en échange de promesses concernant une « plus grande productivité ne donnent jamais les résultats escomptés essentiellement parce que les syndicats ne parviennent pas à obliger leurs membres à tenir leurs promesses ». Cette dernière phrase caractérise fort bien à la fois le rôle des syndicats et la force de la classe ouvrière anglaise.

Pour l'instant l'intransigeance des patrons fait se poursuivre la lutte dans les ports et dans la métallurgie. On peut prévoir qu'effrayé, le gouvernement poussera à de nouvelles concessions. Mais sa situation est intenable : il est dans une impasse. Pour éviter la généralisation des luttes, il a acordé 5 % d'augmentation aux cheminots, mais du même coup il a signifié à la classe ouvrière toute entière que 5 % était l'extrême minimum que l'on pouvait obtenir sans lutte. Il a renoncé au blocage des salaires et il a stimulé les revendications de la classe ouvrière.

Il ne faut pas créer d'illusions sur la lutte actuellement engagée en Angleterre. On ne court pas à une généralisation révolutionnaire des luttes. Les syndicats ont la situation bien en main et se refuseront à toute « aventure ». Demain l'on marchandera. Mais les résultats de ces marchandages, même s'ils ne représentent pas ce que la classe ouvrière aurait pu obtenir d'une bourgeoisie obligée de céder, constitueront incontestablement une victoire. Une victoire matérielle d'abord, un coup de frein à la dégradation du niveau de vie. Mais aussi et essentiellement une victoire politique, car elle signifiera que la classe ouvrière anglaise peut imposer sa volonté, que la société anglaise tout entière dépend d'elle, et que c'est son évolution, ses luttes qui détermineront l'avenir de la Grande-Bretagne.

EN POLOGNE LUTTE SUR UN SEUL FRONT

Au lendemain des élections de février, une circulaire du Parti annonçait la lutte sur deux fronts qu'entendait désormais mener la direction Gomulka contre les « conservateurs » (staliniens) et contre les « révisionnistes » (révolutionnaires). Le maintien du stalinien Nowak à la vice-présidence du gouvernement, la réapparition à des fonctions officielles du bureaucrate Klosiewicz, au moment même où Staszewski et Matwin, dirigeants « de gauche » se voyaient écartés des responsabilités qu'ils avaient occupées jusque là, indiquaient bien que la lutte annoncée contre les « conservateurs » n'était qu'un alibi destiné à couvrir la seule offensive réelle, celle menée contre la Gauche Révolutionnaire, la Gauche des Conseils et des intellectuels, sous la pression de la bureaucratie du Kremlin. C'est pourtant cette semaine seulement qu'un article de Morawski dans Nowe Drogi *jetait le masque de la lutte sur deux fronts. Il considérait la lutte contre les staliniens comme « dépassée », la victoire sur eux étant désormais acquise. Par contre les « révisionnistes » étaient attaqués, suivant les pures méthodes du stalinisme, comme des auxiliaires des « cercles réactionnaires » utilisant la démocratisation pour « préparer les conditions du renversement du communisme » en Pologne. Reprenant les critiques des staliniens contre les Conseils Ouvriers, Morawski affirmait la nécessité d'un « Etat fort, pas seulement pour lutter avec les ennemis, mais aussi pour construire le socialisme ».*

Or, quelques jours après, le rapport présenté au Comité du Parti de Varsovie, dont Staszewski a été éliminé, par Witold Jarosinski, apparait comme une riposte directe au gomulkiste Morawski. Non seulement, le nouveau secrétaire du Parti à Varsovie attaque les conservateurs staliniens, mais il décrit comme « dogmatique et fausse » l'idée suivant laquelle « tous les maux de la Pologne et les conflits à l'intérieur du camp communiste résultent des complots ourdis par la bourgeoisie mondiale ». Cette thèse, dit-il, « ne peut que faciliter le travail de la contre-révolution ». Rejetant l'affirmation suivant laquelle les Conseils Ouvriers refléteraient une orientation anarcho-syndicaliste et non-léniniste, Jarosinski rétorque que « la classe ouvrière a résolument rejeté le vieux système économique », et que s'y cramponner aboutirait à prouver que le « socialisme n'est possible que comme système de contrainte, de pression et d'interdit, comme un système stérilisé par l'absence de toute pensée créatrice ». Il conclut : « Nous devons affirmer très clairement qu'on ne reviendra pas sur octobre. »

*Car c'est aujourd'hui le problème qui est posé : si le lendemain de la publication d'extraits du rapport de Jarosinski dans l'*Express Wieczorny, *l'organe du Parti,* Trybuna Ludu, *récemment réorganisé et placé sous la direction du staliniste Kassman a protesté contre cette publication « tendancieuse » et « unilatérale », c'est que la riposte du Comité de Varsovie mettait en pleine lumière les tentatives de ceux qui, par l'intermédiaire de Gomulka et de ses amis, s'efforcent de remettre en question les conquêtes d'octobre.*

L'abrogation de la loi de novembre sur les augmentations de salaires en est la preuve la plus éclatante. Le fait que Gomulka ait été contraint de reconnaître que les travailleurs polonais recourent à nouveau à l'arme de la grève est aussi la preuve de la clarification qui se produit dans la classe ouvrière polonaise. En donnant sans réserves sa caution à Kadar, contre le sentiment profond des ouvriers polonais, en critiquant les lois « inapplicables » votées sous la pression des masses, Gomulka comence lui-même à détruire leurs illusions et les bases mêmes de l'instable équilibre d'octobre. N'en déplaise à l'Express, les « intellectuels ne sont pas seuls au monde » : les grèves de Bydgoszcz et d'ailleurs, le rapport de Jarosinski sont autant d'indices que la lutte ouverte entre les masses et l'appareil est en train de reprendre en Pologne.

WOLFGANG HARICH

(Suite de la page 1.)

tendu, Trotsky n'a jamais défendu une telle position, sauf dans les ouvrages falsifiés des adorateurs de Staline, et c'est l'Opposition de Gauche, au contraire, qui prit l'initiative de la campagne pour l'industrialisation, lors du cours droitier de la bureaucratie stalinienne. Mais cela, Harich ne pouvait nulle part l'apprendre. Ce n'est pas Trotsky qu'il condamne, mais les idées attribuées à Trotsky par Staline : personne ne peut le lui reprocher. Par contre, dès qu'il s'attaque à l'analyse des faits, il rejoint la pensée de Trotsky, et il le dit.

Les méthodes et les formes de la bureaucratie russe, selon Harich, ne s'expliquent que par « **une dégénérescence politique du Parti bolchevik et de l'Etat soviétique** ». Cette dégénérescence, à son tour, constitue un obstacle sur la voie du développement du socialisme, en URSS même et dans les démocraties populaires.

« L'Union Soviétique, écrit Harich, a été à la fois un facteur réactionnaire et un facteur progressif en Europe Orientale. Elle était progressive en mettant fin au capitalisme et au féodalisme. Mais en même temps l'Union Soviétique exportait un système politique qui était déjà devenu un obstacle aux progrès ultérieurs en Union Soviétique même ; en cela, elle joua un rôle réactionnaire. Pire encore, elle se mit à exploiter les démocraties populaires et à fouler aux pieds leur égalité dans la souveraineté et leur indépendance nationales».

LA DESTALINISATION

A la lumière de cette analyse de l'URSS, Etat ouvrier dégénéré, les camarades du groupe Harich ont analysé la signification des décisions du XXe Congrès. La critique du stalinisme, disent-ils, « **n'était pas une analyse marxiste et... n'effleurait même pas les raisons fondamentales de la dégénérescence du système soviétique** ». En réalité, expliquent-ils, « en URSS même, l'appareil stalinien se rend parfaitement compte, depuis la mort de Staline, qu'il doit faire face à un danger mortel. Il s'est résolu à faire des concessions aux masses populaires. De là, aussi bien la ligne Malenkov de politique économique que la critique de Staline par Khrouchtchev. Le XXe Congrès a été une tentative pour prendre de vitesse la révolution par en bas qui menaçait, et de la devancer par une révision au sommet, pour conserver le contrôle entre les mains de l'appareil ». Pour eux, comme pour nous, et contrairement aux affirmations des partisans des théories de la réforme de la bureaucratie par elle-même, la raison de l'échec de la « déstalinisation » est simple : « Cela ne pouvait réussir pratiquement, parce que c'est l'existence de l'appareil **lui-même qui est le principal obstacle à la révision** ».

Partisans du « redressement » du Parti Allemand, « réformé et épuré », les camarades du groupe Harich affirment, contre les théoriciens du « redressement » par la collaboration avec les appareils : « **la domination des membres du Parti par l'appareil du Parti doit être radicalement brisée** ». Comme les fondateurs du Parti Socialiste Ouvrier Hongrois, au cours de la Révolution, ils affirment que le nouveau Parti qui pourrait ainsi naître ne devrait comprendre « **aucun des staliniens qui ont participé aux crimes du groupe Ulbricht** ».

UNE PENSEE EN EVOLUTION

Conscients de ce que la lutte contre le stalinisme est, selon la formule du polonais Zimand, « **l'affaire des ouvriers du monde entier** », les camarades du groupe Harich ont pris contact avec les camarades oppositionnels des divers pays de démocraties populaires et confronté leurs opinions et expériences. Leur souci de « **prévenir un soulèvement populaire** » est sans doute moins l'expression d'une préoccupation de « libéraux » d'éviter l'irruption des masses dans l'arène que la compréhension, par des militants révolutionnaires de la nécessité de mener le combat à l'échelle internationale et d'éviter une nouvelle défaite sanglante. Car pour eux ce qui est à l'ordre du jour, c'est « **la lutte révolutionnaire de classe contre l'appareil stalinien du Parti et du gouvernement** ». A la veille de son arrestation, Wolfgang Harich pensait qu'il fallait « réformer le Parti de l'intérieur », sinon il y aurait un second soulèvement populaire. Aujourd'hui, il est au bagne et Ulbricht s'est maintenu au pouvoir. Il y aura un second soulèvement populaire, nourri de l'expérience de juin 53, de la Pologne, de la Révolution hongroise et aussi de la pensée de Wolfgang Harich. A ce moment-là, la pensée communiste allemande aura, comme l'y invite Harich, retrouvé la tradition révolutionnaire de Karl Liebknecht ; elle cessera d'hésiter, portée sur les épaules de milliers de travailleurs et sa critique sera aussi impitoyable pour les staliniens que pour les sociaux-démocrates et les politiciens bourgeois, d'accord aujourd'hui pour conseiller le calme, la patience et la modération aux travailleurs d'Allemagne Orientale. Car la pensée communiste — le texte de Harich aujourd'hui en est une preuve nouvelle — avance du même pas que les masses révolutionnaires.

SOUSCRIVEZ
pour que vive
LA VÉRITÉ

Achetez tous vos livres au service de Librairie de la SPEL

"La révolution des Conseils ouvriers hongrois"

PAR FRANÇOIS MANUEL

Préface de ROBERT CHERAMY

L'exemplaire : 200 francs
Par 10 : 180 francs

Passez vos commandes à la S.P.E.I.
C.C.P. 6032-01 PARIS

Le Gérant : RENARD

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Société Parisienne d'Impressions
4, rue Saulnier, PARIS 9e